



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N ° 121 - MAI 2014**

# SOMMAIRE

## Le préfet des Bouches- du- Rhône

### Direction Départementale de la Protection des Populations

Arrêté N °2014127-0006 - ARRETE PREFECTORAL N ° 2014 05 07  
ATTRIBUANT  
L'HABILITATION SANITAIRE A MONSIEUR BERNARD TRIACCA

..... 1

### Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale

Arrêté N °2014100-0090 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 4

Arrêté N °2014100-0091 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 7

Arrêté N °2014100-0092 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 10

Arrêté N °2014100-0093 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 13

Arrêté N °2014100-0094 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 16

Arrêté N °2014100-0095 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 19

Arrêté N °2014100-0096 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 22

Arrêté N °2014100-0097 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 25

Arrêté N °2014100-0098 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 28

Arrêté N °2014100-0099 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 31

Arrêté N °2014100-0100 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 34

Arrêté N °2014100-0101 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 37

Arrêté N °2014100-0102 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 40

Arrêté N °2014100-0103 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 43

Arrêté N °2014100-0104 - Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection

..... 46

Arrêté N °2014100-0105 - Arrêté portant autorisation d'un système de  
vidéoprotection

..... 49

Arrêté N °2014100-0106 - Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection	.....	52
Arrêté N °2014100-0107 - Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection	.....	55
<b>Secrétariat Général - Direction des Collectivités Locales , de l'Utilité Publique et de l'Environnement</b>		
Arrêté N °2014133-0001 - Arrêté du 13 mai 2014 établissant la liste électorale définitive relative au renouvellement des membres du Conseil d'Administration du Centre Départemental de Gestion de la fonction publique territoriale des Bouches- du- Rhône	.....	58



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n ° 2014127-0006**

**signé par  
Autre signataire**

**le 07 Mai 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Direction Départementale de la Protection des Populations**

ARRETE PREFECTORAL N ° 2014 05 07  
ATTRIBUANT L'HABILITATION  
SANITAIRE A MONSIEUR BERNARD  
TRACCA



**PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud

Officier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DES BOUCHES DU RHONE**

---

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 2014 05 07**  
**Attribuant l'habilitation sanitaire à Monsieur Bernard TRIACCA**

- VU le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment ses articles L.203-1 à L.203-7, L.223-6, R. 203-1 à R.203-15 et R.242-33.
- VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret n° 2003-768 du 1<sup>er</sup> août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- VU le décret du 14 juin 2013 portant nomination de Monsieur Michel CADOT, Préfet des Bouches-du-Rhône ;
- VU l'Arrêté Préfectoral n° 2013189-0025 du 8 juillet 2013 portant délégation de signature à M. Benoît HAAS, Directeur Départemental Interministériel de la Protection des Populations des Bouches-du-Rhône ;
- VU l'Arrêté n° 2013190-0002 du 9 juillet 2013 portant subdélégation de signature de M. Benoît HAAS, Directeur Départemental Interministériel de la Protection des Populations des Bouches-du-Rhône à certains de ses collaborateurs.
- VU La demande présentée en date du 29 avril 2014 par Monsieur Bernard TRIACCA, domicilié administrativement Clinique Vétérinaire de St Antoine 57, Ave de St Antoine 13015 MARSEILLE ;

CONSIDERANT QUE Monsieur Bernard TRIACCA remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations des Bouches-du-Rhône ;

**ARRETE :**

- ARTICLE 1** L'habilitation sanitaire prévue à l'article L.203-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Monsieur Bernard TRIACCA, docteur vétérinaire ;
- ARTICLE 2** Dans la mesure où les conditions requises seront respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par périodes de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier auprès du Préfet du département où se situe son domicile professionnel administratif du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R.203-12, à l'issue de chaque période de cinq ans.
- ARTICLE 3** Le Docteur Bernard TRIACCA s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L.203-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime.
- ARTICLE 4** Le Docteur Bernard TRIACCA pourra être appelé par le Préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L.203-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime.
- ARTICLE 5** Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R.203-15, R228-6 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime.
- ARTICLE 6** Tout changement de situation ou d'adresse professionnelle doit être signalé à la Direction Départementale en charge de la Protection des Populations de son domicile professionnel administratif. Le vétérinaire peut renoncer à son habilitation sous réserve d'en informer la Direction Départemental en charge de la Protection des Populations de son domicile professionnel administratif au moins trois mois à l'avance.
- ARTICLE 7** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée par courrier recommandé avec avis de réception.
- ARTICLE 8** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif des Bouches-du-Rhône dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.
- ARTICLE 9** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

**Fait à MARSEILLE, le mercredi 7 mai 2014**

P/Le Préfet des Bouches-du-Rhône et par délégation,  
P/Le Directeur Départemental et par délégation,

*Le Chef du Service  
Santé et Protection Animales, Environnement*



  
Docteur Magali BRETON



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0090**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2012/0501

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 29 juin 2012** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL RAFFINAGE ET MARKETING NF067415 78 avenue De Toulon 13006 MARSEILLE 06ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06



## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2012/0501**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 29 juin 2012** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 29 juin 2017** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 29 juin 2012** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 avenue DU PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0091**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2010/0031

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL FRANCE RAFFINAGE & MARKETING RELAIS SAUMATY NF058513 - 654 chemin DU LITTORAL 13016 MARSEILLE 16ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0031**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** susvisé, dont la validité demeure en vigueur jusqu'au **14 octobre 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 14 octobre 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 AVENUE DU PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0092**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2009/0020

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL FRANCE - NF038843 - 34 boulevard J.MOULIN - RELAIS FACULTES 38843 13005 MARSEILLE 05ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2009/0020**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 14 octobre 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 14 octobre 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 AVENUE DU PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0093**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection





PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2009/0019

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL FRANCE NF067705 - RELAIS A50 AIRE DE LA POMME 13011 MARSEILLE 11ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2009/0019**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 14 octobre 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 14 octobre 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 AVENUE DU PARC DE LAILE 92029 NANTERRE Cedex.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0094**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2009/0018

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 19 avril 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL FRANCE NF059606 37 chemin CHATEAU GOMBERT RELAIS LOUBIERE 13013 MARSEILLE 13ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2009/0018**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 19 avril 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 19 avril 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 19 avril 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 avenue du parc de l'île 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0095**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2008/1700

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **RELAIS TOTAL PARC BERRY - NF078216- ANGLE BLD CHAVE/BLD SAKAKINI 13005 MARSEILLE 05ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/1700**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 14 octobre 2018**.

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 14 octobre 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 AVENUE DU PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**





PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0096**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2008/1678

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **RELAIS TOTAL LA ROCADE - NF067409 - 103 BD SAKAKINI 13005 MARSEILLE 05ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/1678**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 14 octobre 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 14 octobre 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 AVENUE DU PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0097**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2008/1458

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL RELAIS - NF059569 - RELAIS LA FOURRAGERE - 13012 MARSEILLE 12ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/1458**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 14 octobre 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 14 octobre 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 AVENUE DU PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0098**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2008/0720

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 1er juillet 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL RAFFINAGE MARKETING NF 058543 RELAIS DE PLOMBIERES - 83 BD PLOMBIERES 13003 MARSEILLE 03ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06



## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/0720**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 1er juillet 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 1<sup>er</sup> juillet 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 AVENUE DU PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0099**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2008/0803

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 18 janvier 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL RAFFINAGE MARKETING NF009726) 265 avenue DE MAZARGUES 13008 MARSEILLE 08ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/0803**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 18 janvier 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 18 janvier 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 18 janvier 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 avenue DU PARC DE L ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0100**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2008/0804

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL FRANCE RAFFINAGE & MARKETING NF067004 - avenue FREDERIC MISTRAL 13013 MARSEILLE 13ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/0804**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 14 octobre 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 14 octobre 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 avenue DU PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0101**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection





PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2008/0805

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL FRANCE RAFFINAGE & MARKETING NF059504 - 171 boulevard PAUL CLAUDEL 13010 MARSEILLE 10ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **14 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/0805**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** susvisé, dont la validité demeure en vigueur jusqu'au **14 octobre 2018**.

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 14 octobre 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA**, **562 avenue PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX**.

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0102**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2008/1037

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 1er juillet 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL RAFFINAGE MARKETING NF070708 450 CHEMIN DU LITTORAL 13016 MARSEILLE 16ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/1037**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 1er juillet 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 1<sup>er</sup> juillet 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 AVENUE DU PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police  
Le directeur de cabinet  
*signé***

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0103**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2008/1233

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL RELAIS NF059226 - 359 boulevard MIREILLE LAUZE RELAIS MAZENODE 13011 MARSEILLE 11ème** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/1233**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 14 octobre 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 14 octobre 2018** .

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 14 octobre 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA , 562 AVENUE DU PARC DE L'ILE 92029 NANTERRE CEDEX.**

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police**  
**Le directeur de cabinet**  
*signé*

**Gilles GRAY**





PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0104**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant modification d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2008/0321

## **Arrêté portant modification d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral **du 18 janvier 2013** portant autorisation d'un système de vidéoprotection;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé **TOTAL RELAIS NF007052 - AUTOROUTE A 7 - AIRE DU SENEGUIER 13680 LANCON PROVENCE** présentée par **Monsieur JAMAL BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Monsieur JAMAL BOUNOUA** est autorisé(e) dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/0321**, sous réserve des dispositions de l'article 2.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 18 janvier 2013** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 18 janvier 2018**.

Article 2 - **Le délai de conservation des images est porté à 15 jours.**

Article 3 – Les modifications portent sur :  
Une augmentation de la durée de conservation des images.

Article 4 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté **du 18 janvier 2013** demeure applicable.

Article 5 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur JAMAL BOUNOUA**, **562 avenue du parc de l'île 92029 NANTERRE CEDEX**.

**Marseille, le 10 avril 2014**

**Pour le Préfet de Police**  
**Le directeur de cabinet**  
*signé*

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0105**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant autorisation d'un système de  
vidéoprotection



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Bureau de la Police Administrative

Affaire suivie par Denise BUONUMANO

☎ 04.84.35.43.31

▼ fax 04.84.35.43.25

denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr

Dossier n° 2014/0096

### Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection

#### Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

VU le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

VU les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

VU le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection embarquée sur 7 **AUTOBUS DE L'ETANG 37 rue d'Athènes 13747 VITROLLES** présentée par **Madame CAROLE PAUMIER** ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Madame CAROLE PAUMIER** est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2014/0096**.

Article 2: Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

Article 3: Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai porté à 15 jours**.

Article 4: Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements

Article 5: La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

Article 6: Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément au décret du 27 janvier 2012. **Il conviendra de prévoir l'ajout de 2 panneaux d'information à l'intérieur de chaque bus**.

Article 7: **Cette autorisation est valable cinq ans**. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure, de l'article 13 du décret n° 96.926 du 17 octobre 1996 modifié et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

Article 8: Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Madame CAROLE PAUMIER , 37 rue d'Athènes 13747 VITROLLES**.

MARSEILLE, le **10 avril 2014**  
**Pour le Préfet de Police**  
**Le directeur de cabinet**  
*signé*

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0106**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant autorisation d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° 2014/0289

## **Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection;

**VU** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé **SUR LES STATIONS DE LA LIGNE 1 DU TRAMWAY DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE 88 route NATIONALE 8 13400 AUBAGNE** présentée par **Madame LA PRESIDENTE** ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014** ;

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06



## A R R E T E

Article 1er – **Madame LA PRESIDENTE** est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2014/0289**.

Article 2: Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

Article 3: Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

Article 4: Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements

Article 5: La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la régulation du trafic routier, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

Article 6: Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément au décret du 27 janvier 2012. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

Article 7: **Cette autorisation est valable cinq ans.** Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure, de l'article 13 du décret n° 96.926 du 17 octobre 1996 modifié et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

Article 8: Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Madame LA PRESIDENTE , 932 avenue DE LA FLEURIDE 13400 AUBAGNE.**

Marseille, le 10 avril 2014

**Pour le Préfet de Police**  
**Le directeur de cabinet**  
*signé*

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014100-0107**

**signé par  
Autre signataire**

**le 10 Avril 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction de l'Administration Générale  
Bureau de la Police Administrative**

Arrêté portant autorisation d'un système de  
vidéoprotection



PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**  
**Bureau de la Police Administrative**  
Affaire suivie par Denise BUONUMANO  
☎ 04.84.35.43.31  
▼ fax 04.84.35.43.25  
denise.buonumano@bouches-du-rhone.gouv.fr  
Dossier n° **2014/0290**

## **Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

### **Le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection;

**VU** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection embarquée sur les **8 rames DU TRAMWAY DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE 88 route NATIONALE 8 13400 AUBAGNE** présentée par **Madame LA PRESIDENTE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE ;**

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **13 mars 2014 ;**

Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

## ARRETE

Article 1er – **Madame LA PRESIDENTE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE** est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2014/0290**.

Article 2: Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

Article 3: Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

Article 4: Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements

Article 5: La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la régulation du trafic routier, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

Article 6: Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément au décret du 27 janvier 2012. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

Article 7: **Cette autorisation est valable cinq ans.** Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure, de l'article 13 du décret n° 96.926 du 17 octobre 1996 modifié et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

Article 8: Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Madame LA PRESIDENTE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE , 932 avenue DE LA FLEURIDE 13400 AUBAGNE.**

Marseille, le 10 avril 2014  
**Pour le Préfet de Police**  
**Le directeur de cabinet**  
*signé*

**Gilles GRAY**



PREFET DES BOUCHES- DU- RHONE

## **Arrêté n °2014133-0001**

**signé par  
Pour le Préfet, le Secrétaire Général**

**le 13 Mai 2014**

**Le préfet des Bouches- du- Rhône  
Secrétariat Général - Direction des Collectivités Locales , de l'Utilité Publique et de  
l'Environnement  
Bureau du Contrôle de Légalité**

Arrêté du 13 mai 2014 établissant la liste électorale définitive relative au renouvellement des membres du Conseil d'Administration du Centre Départemental de Gestion de la fonction publique territoriale des Bouches- du- Rhône



## PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

Préfecture

Direction des collectivités locales  
de l'utilité publique et de l'environnement  
Bureau du contrôle de légalité,

---

**ARRETE DU 13 MAI 2014 ETABLISSANT LA LISTE ELECTORALE DEFINITIVE  
RELATIVE AU RENOUELEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES BOUCHES-DU-RHONE.**

---

Le Préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués par la loi susvisée ;

VU l'arrêté du 5 mai 2014 du ministre de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités locales fixant les modalités d'organisation des élections et des désignations aux Conseils d'administration des Centres de Gestion de la fonction publique territoriale, et notamment son article 5 ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La liste électorale fixant le nombre de voix dont dispose chaque électeur est fixée comme suit :

**1° COMMUNES**

COMMUNES	Nom du Maire	Prénom	Nombre agents
ALLAUCH	POVINELLI	Roland	325
ALLEINS	GRANGE	Philippe	28
AUREILLE	GATTI	Régis	16
AURIOL	GARCIA	Danielle	177
AURONS	BERTERO	André	8
(LA) BARBEN	AMALRIC	Christophe	7
BARBENTANE	ICHARTEL	Jean-Louis	41
(LES) BAUX-DE-PROVENCE	FENARD	Michel	16
BEAURECUEIL	MANCEL	Joël	7
BELCODENE	PIN	Patrick	19
BOUC BEL AIR	MALLIE	Richard	195
(LA) BOUILLADISSE	JULLIEN	André	65
BOULBON	DUPONT	Bernard	33
CABANNES	CHASSON	Christian	62
CABRIES	FABRE AUBRESPY	Hervé	187
CADOLIVE	PEROTTINO	Serge	14
CARNOUX-EN-PROVENCE	GIORGI	Jean-Pierre	56
CARRY-LE-ROUET	MONTAGNAC	Jean	83
CASSIS	MILON VIVANTI	Danielle	178
CEYRESTE	GHIGONETTO	Patrick	34
CHARLEVAL	WIGT	Yves	25
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	BOULAN	Michel	22
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	MOUREN	Roland	380
CHATEAURENARD	REYNES	Bernard	211
CORNILLON-CONFoux	GAGNON	Daniel	9
COUDOUX	BARRET	Guy	32
CUGES-LES-PINS	DESTROST	Bernard	87
(LA) DESTROUSSE	LAN	Michel	34
EGUILLES	DAGORNE	Robert	127
ENSUES-LA-REDONNE	ILLAC	Michel	72
EYGALIERES	FONTES	René	18
EYGUIERES	PONS	Henri	68
EYRAGUES	GILLES	Max	34
(LA) FARE-LES-OLIVIERS	GUIROU	Olivier	125
FONTVIEILLE	FRUSTIE	Guy	58
FUVEAU	LHEN	Hélène	126
GEMENOS	GIBERTI	Roland	110
GIGNAC-LA-NERTHE	AMIRATY	Christian	149
GRANS	VIDAL	Yves	94
GRAVESON	PECOUT	Michel	48



GREASQUE	RUIZ	Michel	38
JOUQUES	ALBERT	Guy	33
LAMANON	DARROUZES	Roland	20
LAMBESC	RAMOND	Bernard	124
LANÇON DE PROVENCE	MILLE	Michel	191
MAILLANE	SUPPO	Joël	26
MALLEMORT	GENTE CEAGLIO	Hélène	56
MAS-BLANC-LES-ALPILLES	GESLIN	Laurent	8
MAUSSANE-LES-ALPILLES	SAUTEL	Jack	36
MEYRARGUES	JOUVE	Mireille	34
MEYREUIL	LAGIER	Robert	103
MIMET	CRISTIANI	Georges	39
MOLLEGES	BRES	Maurice	24
MOURIES	ROGGIERO	Alice	37
NOVES	JULLIEN	Georges	60
ORGON	ROBERT	Guy	42

(LE) PARADOU	LICARI	Pascale	16
PELISSANNE	MONTECOT	Pascal	146
(LA) PENNE-SUR-HUVEAUNE	MINGAUD	Pierre	111
(LES) PENNES-MIRABEAU	AMIEL	Michel	435
PEYNIER	BURLE	Christian	48
PEYPIN	SALE	Albert	98
PEYROLLES-EN-PROVENCE	FREGEAC	Olivier	56
PLAN-DE-CUQUES	BERTRAND	Jean-Pierre	47
PLAN D'ORGON	LEPIAN	Jean-Louis	40
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	ALVAREZ	Martial	174
PUYLOUBIER	GUINIERI	Frédéric	10
(LE)-PUY-SAINTE-REPARADE	CIOT	Jean-David	53
ROGNAC	GUILLAUME	Jean-Pierre	246
ROGNES	CORNO	Jean-François	46
ROGNONAS	PICARDA	Yves	38
(LA) ROQUE-D'ANTHERON	SERRUS	Jean-Pierre	93
ROQUEFORT-LA-BEDOULE	ORGEAS	Jérôme	53
ROQUEVAIRE	MESNARD	Yves	113
ROUSSET	CANAL	Jean-Louis	202
(LE) ROVE	ROSSO	Georges	50
SAINT-ANDIOL	AGOSTINI	Luc	34
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	DELAVET	Christian	2
SAINT-CANNAT	GERARD	Jacky	56
SAINT-CHAMAS	KHELFA	Didier	121
SAINT-ESTEVE-JANSON	CESARI	Martine	6
SAINT-ETIENNE-DU-GRÉS	MANGION	Jean	36
SAINT-MARC-JAUMEGARDE	MARTIN	Régis	14
(LES) SAINTES-MARIES-DE-LA-MER	CHASSAIN	Roland	86
SAINT-MARTIN-DE-CRAU	VULPIAN	Claude	203
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	ALIPHAT	Béatrice	85
SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	PIZOT	Roger	15
SAINT-PIERRE-DE-MEZOARGUES	PIQUET	Jacky	2



SAINT-REMY-DE-PROVENCE	CHERUBINI	Hervé	198
SAINT-SAVOURNIN	MARCENGO	Rémi	32
SAINT-VICTORET	PICCIRILLO	Claude	35
SAUSSET-LES-PINS	DIARD	Eric	126
SENAS	FABRE	Rémy	118
SEPTEMES-LES-VALLONS	MOLINO	André	144
SIMIANE-COLLONGUE	ARDHUIN	Phillippe	69
TARASCON	LIMOUSIN	Lucien	288
(LE) THOLONET	LEGIER	Michel	32
TRETS	FERAUD	Jean-Claude	100
VAUVENARGUES	CHARRIN	Philippe	10
VELAUX	MAGGI	Jean-Pierre	99
VENELLES	CHARDON	Robert	104
VENTABREN	FILIPPI	Claude	53
VERNEGUES	APPARICIO	Patrick	23
VERQUIERES	MARTIN TEISSERE	Jean-Marc	9

## 2° ETABLISSEMENTS PUBLICS

ETABLISSEMENT	Nom du Président	Prénom	Nombre agents
CCAS ALLAUCH	POVINELLI	Roland	12
CCAS AURIOL	GARCIA	Danièle	23
CCAS BARBENTANE	ICHARTEL	Jean-Louis	13
CCAS CASSIS	MILON VIVANTI	Danielle	9
CCAS CHATEAURENARD	REYNES	Bernard	54
CCAS COUDOUX	BARRET	Guy	2
CCAS CUGES-LES-PINS	DESTROST	Bernard	15
CCAS EYGUIERES	PONS	Henri	3
CCAS FONTVIEILLE	FRUSTIE	Guy	20
CCAS GEMENOS	GIBERTI	Roland	6
CCAS GIGNAC-LA-NERTHE	AMIRATY	Christian	1
CCAS GREASQUE	RUIZ	Michel	2
CCAS LA PENNE SUR HUVEAUNE	MINGAUD	Pierre	8
CCAS LES PENNES MIRABEAU	AMIEL	Michel	5
CCAS LA ROQUE D'ANTHERON	SERRUS	Jean-Pierre	10
CCAS MIMET	CRISTIANI	Georges	1
CCAS PELISSANNE	MONTECOT	Pascal	2
CCAS PLAN DE CUQUES	BERTRAND	Jean-Pierre	4
CCAS PLAN D'ORGON	LEPIAN	Jean-Louis	1
CCAS PORT-ST-LOUIS-DU-RHÔNE	ALVAREZ	Martial	27
CCAS ROQUEVAIRE	MESNARD	Yves	12
CCAS ROUSSET	CANAL	Jean-Louis	1
CCAS SAINT-MARTIN-DE-CRAU	VULPIAN	Claude	28

CCAS SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	ALIPHAT	Béatrice	27
CCAS SAINT-REMY-DE-PROVENCE	CHERUBINI	Hervé	29
CCAS SENAS	FABRE	Rémy	4
CCAS TARASCON	LIMOUSIN	Lucien	8
CCAS VENELLES	CHARDON	Robert	9
Communauté d'agglo Arles Crau Camargue Montagnette	VULPIAN	Claude	74
Communauté d'agglo Pays d'Aubagne et de l'Etoile	BARTHELEMY	Sylvia	198
Communauté de communes Rhône Alpilles Durance	REYNES	Bernard	49
Communauté de communes vallée des Baux Alpilles	CHERUBINI	Hervé	8
Agglopoie Provence	ISNARD	Nicolas	137
EPCC AIX			28
SM DE L'ARBOIS			17
SM DEPARTEMENTAL DES MASSIFS CONCORS STE VICTOIRE			17
ARPE AIX			44
CDG13	AMIEL	Michel	81
OPAC PAYS D'AIX HABITAT			48
EPARCA ARLES			17
SM DU PAYS D'ARLES			2
SYMADREM			21
SM GESTION ASSOCIATIONS SYNDICALES DU PAYS D'ARLES			0
SM DES TRAVERSEES DU DELTA DU RHONE			12
SM DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DE CAMARGUE			23
SM GIPREB BERRE L'ETANG			1
SIGV BOUC BEL AIR			1
REGIE CULTURELLE REGIONALE			18
SM DU PARC MARIN DE LA COTE BLEUE CARRY LE ROUET			2
SIBOJAI			2
OFFICE TOURISME CHATEAURENARD			2
SMER MASSIF FORESTIER PONT DE RHAUD			1



SMO PACA TRES HAUT DEBIT			5
SIVU RAM ST REMY DE PROVENCE			1
ENTENTE INTERDEPART PROTECTION FORET			28
SMGETU			17
SYMCRAU			1
CAISSE DU CREDIT MUNICIPAL			39
VILLA MEDITERRANEE			13
ESADMM			79
HABITAT MARSEILLE PROVENCE			98
13 HABITAT			3
SM TRANSPORTS DES BOUCHES DU RHONE			1
SI de SECURITE CIVILE DE LA VALLEE DES BAUX			1
SIANPOU			2
OFFICE TOURISME NOVES			1
SI MASSIF FORESTIER ROUGADOU			1
SI DES COLLEGES DU CANTON D'ORGON			4
SYNDICAT DES TRANSPORTS SCOLAIRES D' ORGON			2
SI AMENAGEMENT DU BASSIN DE LA TOULOUBRE			3
REGIE DES EAUX DE ROQUEVAIRE			8
SIVU RAM DES COLLINES			1
SI GESTION DU COLLEGE			1
SIVOM DURANCE ALPILLES			18
SM GESTION PARC NATUREL REGIONAL DES ALPILLES			10
SIGPEMAC			32
SI DU CANAL DES ALPINES SEPTENTRIONALES			1
SIVU GESTION RAM ALPILLES MONTAGNETTE			2
SI ASSAINISSEMENT DE L'ANGUILLON			1

SI D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE LA CADIERE			1
SMED			14
S A B A			5
SI DU HAUT DE L'ARC			7
SYNDICAT DES SYNDICATS BASSE VALLEE DE L'ARC			5
ATD13			5
SMITEEB			11

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le

13 MAI 2014

Pour le Préfet  
Le secrétaire Général

  
Louis LAUGIER